



Un lieu d'accueil pour les journalistes contraints à l'exil est inauguré le 4 décembre à Paris

La Maison des journalistes, un toit pour les réfugiés politiques

C'est un bâtiment tout en longueur, dans une petite rue du 15^e arrondissement de Paris, face à un cimetière. Dans cette ancienne usine des années 1930 où l'on fabriquait des brosses, vivent aujourd'hui 15 journalistes, dont deux femmes, ayant demandé l'asile politique en France. Tous ont trouvé dans cette « Maison des journalistes » toute neuve un refuge, un endroit où se poser pour six mois, le temps de décrocher du travail et trouver un vrai logement.

Appelons-le Diallo. Ce journaliste de la radio ivoirienne a échappé de peu à la mort et a réussi à s'enfuir il y a un an en France où il vient d'obtenir le statut de réfugié politique. Il raconte son histoire avec beaucoup d'émotion. Comme s'il n'en revenait toujours pas d'être vivant. Originaire du nord de la Côte d'Ivoire, il a travaillé pendant vingt-deux ans à la radio nationale, animant une émission où les auditeurs mécontents pouvaient s'exprimer sur tous les sujets, notamment ceux de la corruption. Cela lui a valu plusieurs menaces de mort qu'il n'avait jamais prises au sérieux.

Jusqu'au 20 septembre 2002, au lendemain de la tentative de coup d'État manquée, où il a été interdit d'antenne. Un mois plus tard, alors qu'il participait aux obsèques d'une tante, il reçoit un coup de fil : il devait immédiatement quitter les lieux. Cette fois, il prend la menace au sérieux et s'en va. Sur la route, il croise une voiture de gendarmes. Ses occupants se dirigent vers le groupe de personnes restées sur place, demandent leurs papiers et tuent de sang-froid deux des cousins de Diallo. Les autres sont roués de coups. Diallo se cache avec sa femme et, dès qu'il le peut, prend l'avion pour Paris. Sa femme, qui ne possède pas de passeport, part se réfugier au Burkina Faso.

Voilà comment, à 53 ans, Diallo s'est retrouvé exilé en France. Il déplore l'assassinat, le 21 octobre, du journaliste de Radio France Internationale, Jean Hélène, mais ajoute : « Des meurtres arbitraires, il y en a tous les jours maintenant dans mon pays. » Sur le moment,

sonné, il ne songeait pas à demander l'asile : « Mes amis m'ont aidé à prendre conscience du danger que je courrais si je repartais là-bas. »

Avec son statut de réfugié, il a désormais le droit de travailler. Pour l'instant, il vit avec moins de 300 € par mois versés par les Assedic et

bénéficie du toit de la Maison des journalistes. Cette structure d'accueil offre même un ticket repas par jour, que Diallo convertit en achat de victuailles : « Comme ça, j'arrive à financer trois repas par jour », précise-t-il fièrement. En janvier, il lui faudra trouver autre chose, faire venir sa femme aussi, qui est ophtalmologiste. Et à eux deux, recommencer une nouvelle vie.

À la Maison des journalistes, il y a Robert aussi – encore un pseudo –, un journaliste congolais de Kinshasa. Pour avoir dénoncé un détournement de fonds par des officiers, il a été arrêté deux fois dans son pays et mis en prison pendant deux semaines. Lauréat du prix RFI-Reporters sans frontières, il est venu chercher sa récompense à Paris. C'est là qu'on l'a prévenu de ne pas rentrer à Kinshasa. Il a donc lui aussi demandé l'asile. Aujourd'hui, Robert vient de temps en temps à la Maison des journalistes « pour garder le contact », car il ne vit pas sur place. Il a pu se payer un logement social avec l'argent qu'il a gagné cet été. Il suit actuellement une formation en hôtellerie car « les perspectives d'emploi dans le journalisme sont maigres », constate-t-il.

« Annie », une journaliste sportive camerounaise, dont les papiers ont eu l'heur de déplaire, n'en est pas encore là. Pour l'instant, elle est tout simplement « soulagée » d'avoir un toit fixe, après huit mois de galère à la rue et dans des foyers d'hébergement d'urgence. Psychologiquement très fragilisée de se retrouver sans rien lorsque l'amie qui l'hébergeait est partie pour l'Allemagne, elle a eu beaucoup de mal à faire sa demande de droit d'asile.

19. La Maison des journalistes, un
toit pour les réfugiés politiques
Catherine Rebuffel
La Croix
3 décembre, 2003